

Décembre 2017

Migrations : la face non désirée de la mondialisation

Depuis quelques années, la question migratoire est omniprésente dans le débat public. Dans un contexte européen d'austérité et de « menace » terroriste, l'arrivée des migrants ravive les peurs d'une partie de la population. Mais plutôt que de stigmatiser l'autre, les citoyens européens ne devraient-ils pas d'abord se questionner sur le rôle que jouent nos pays européens dans cette affaire ?

Notre époque est celle de la mondialisation qui correspond à la libre-circulation des marchandises, des services, des capitaux, des techniques, de l'information et des personnes. **Aujourd'hui, il n'est plus possible de vivre replié chez soi. Nous sommes en contact permanent avec le monde extérieur, ne serait-ce que par les biens que nous consommons.** Les bananes d'Amérique centrale, le café de Côte d'Ivoire, ou encore notre téléphone portable dont les quelque 60 composants viennent des 4 coins de la planète. En effet, les chaînes d'approvisionnement de la plupart des produits, surtout les produits transformés, sont devenues extrêmement complexes et bien souvent opaques. Cette situation, globalement, nous l'acceptons et y trouvons même de nombreux avantages. Ces produits venus d'ailleurs sont entrés dans notre quotidien et il serait compliqué de devoir s'en passer.

Idées reçues sur les migrations

Les flux humains posent quant à eux plus de problèmes que les flux commerciaux. Bien que nos sociétés occidentales aient

connus différentes vagues de migrations donnant lieu aujourd'hui à un profil très diversifié (nous pouvons compter environ 184 nationalités différentes à Bruxelles¹), notre ouverture vis-à-vis des migrants reste pourtant mesurée. Les idées reçues sont multiples sur le sujet. Par exemple, l'attention remarquable accordée par les médias à l'arrivée des migrants en Europe donne l'impression d'un événement sans précédent et a priori problématique. La politique de fermeture aux niveaux belge et européen ne contribue pas non plus à construire une image positive des migrants. Heureusement, il n'est pas compliqué de trouver des voix qui proposent un autre discours, un discours nuancé déconstruisant les stéréotypes et reposant sur des chiffres et des faits². Oui, il est vrai que le chiffre absolu des migrations a augmenté, tout comme la population mondiale. Quand on regarde par contre le chiffre relatif, il est étrangement stable depuis environ 25 ans : les migrants internationaux représentent 3% de la population mondiale. Ce chiffre nous rappelle que la migration est un phénomène naturel qui existe depuis les débuts de l'humanité.

¹<http://ibsa.brussels/chiffres/le-saviez-vous/combien-de-nationalites-de-naissance-differentes-retrouve-t-on-parmi-les-bruxellois#.WhLSvVXiaUk>

² Les fiches « N'importe quoi » d'Amnesty, Petit guide anti-préjugés du CIRE, Campagne « 10 mythes » du FORIM...

Une autre idée reçue est que la majorité des migrants quittent leur lieu de vie, uniquement dans le but d'atteindre l'« eldorado économique » qu'est l'Europe. L'on peut pourtant penser que si les conditions de vie y étaient agréables, la plupart des migrants préféreraient rester chez eux. Mais ceux qui sont forcés³ de partir y sont majoritairement contraints par la dégradation de leur cadre de vie. Les facteurs peuvent être multiples : famine, guerre, oppression politique, discrimination religieuse, sexuelle, etc. **Les conflits représentent la cause principale des déplacements forcés.** Notons aussi que 2/3 des personnes forcées de quitter leur maison restent à l'intérieur de leur pays. Pour partir loin, il faut avoir les moyens de le faire. Le voyage coûte cher et les plus pauvres ne peuvent se le permettre. L'Europe n'est que l'ultime recours. Prenons le cas de la Syrie : on compte environ 12 millions de déplacés (pratiquement la moitié de la population du pays) dont 7,6 millions sont des déplacés internes, 4,5 se trouvent dans les pays voisins et environ 350.000 en Europe⁴.

Migrations, conflits et ressources naturelles

Dans bien des cas, ce sont les conflits violents qui forcent les habitants d'un pays

à chercher refuge ailleurs. Chez Justice et Paix, nous travaillons plus spécifiquement sur les conflits liés à l'exploitation des ressources naturelles. Selon les Nations-Unies, « au moins 40% des conflits qui ont éclaté ces 60 dernières années sont liés, d'une façon ou d'une autre, aux ressources naturelles »⁵. Les ressources naturelles représentent en effet aujourd'hui un enjeu géostratégique majeur. Essentielles au bon fonctionnement des industries et plus globalement de notre système économique, la sécurité de leur approvisionnement est cruciale pour la bonne santé économique des grandes puissances internationales. Et la concurrence pour leur accès est rude compte tenu de la présence sur le marché de nouveaux acteurs qui visent à accéder au « développement ». Les BRICS⁶ évidemment mais aussi de nouveaux pays émergents comme le Nigéria, la Turquie ou encore l'Indonésie. La pression sur les ressources est donc croissante, pression augmentée encore par le caractère limité de certaines d'entre elles : les ressources fossiles et minérales ne sont pas renouvelables. De plus, ces ressources tant convoitées se trouvent, pour certaines, concentrées dans un nombre restreint de pays. Quatre pays détiennent ainsi 69% des réserves d'étain ou encore 78% du manganèse⁷. Plus les ressources sont concentrées dans un nombre réduit de

³ Les déplacements forcés concernaient 65,6 millions de personnes en 2015. Ces personnes forcées au déplacement sont des réfugiés, des personnes déplacées à l'intérieur de leur pays et des demandeurs d'asile. Ce seuil des 60 millions n'avait jamais été franchi avant 2015.

⁴ Formation « Migrations et réfugiés : regard global et bilan de la situation en Belgique »

⁵

<http://www.un.org/fr/peacekeeping/issues/environment/resources.shtml>

⁶ Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud

⁷ BIHOUIX Ph. Et de GUILLEBON B., « Quel futur pour les métaux ? », EDP Sciences, p.37.

pays, plus le risque de tension géopolitique et donc de conflit est grand.

Malgré cette convoitise internationale pour les ressources naturelles, de nombreux pays du Sud riches en ressources ne parviennent pas à élever le niveau de vie de leur population. Ce phénomène est parfois appelé « malédiction des ressources ». Malgré l'abondance des ressources naturelles présentes sur leur territoire, la population du pays reste dramatiquement pauvre. C'est le cas de la RD. Congo. Riche en bois, pétrole, diamant, or, cobalt, étain, coltan etc., le pays se trouve à la 182^e place sur 187 pays au classement de l'Indice de Développement Humain⁸. Depuis plus de 20 ans, le pays connaît aussi des conflits violents qui ont fait de nombreuses victimes et déplacés. Ces conflits sont principalement le fait de groupes armés ou de membres corrompus de l'armée régulière qui continuent de commettre des violences dans l'Est de la RD. Congo. Ceux-ci se financent notamment grâce au commerce des ressources minières qu'ils contrôlent. Ils assoient leur domination par des actes de violence à l'égard de la population, forcée de quitter leur maison. En 2015, la RD. Congo était ainsi le 6^e pays d'où provenait le plus de réfugiés dans le monde, environ 500.000⁹.

Ces minerais, exportés à 90% illégalement, se retrouvent bien souvent dans nos biens de consommation courants. Smartphones, ordinateurs, frigos, voitures, panneaux solaires, sont dépendants de minerais issus de pays, comme la RD. Congo, où ils

alimentent des conflits et engendrent la dégradation du cadre de vie des personnes qui y habitent. Notre consommation de ce type de biens nous met en lien direct avec la situation des creuseurs artisanaux de la RD. Congo. **Pouvons-nous l'ignorer ? Pouvons-nous faire le choix de ne profiter que de la face positive de la mondialisation ?**

Pour une migration choisie

Avec notre partenaire associatif Caritas International, il nous semble important de replacer les migrations dans un contexte plus global et d'en comprendre les causes. De dépasser les émotions pour établir une analyse réfléchie des raisons qui ont poussé les gens à partir. Et de voir comment agir pour lutter contre la dégradation des cadres de vie dans les pays tiers, dégradation dont nous portons bien souvent une part de responsabilité qu'il nous faut pouvoir reconnaître : responsables politiques, entreprises et consommateurs. Dans ce sens, nos responsables politiques ont un rôle à jouer notamment en régulant davantage les chaînes d'approvisionnement des ressources naturelles. En mettant en place des politiques commerciales conditionnées au respect des droits de l'Homme et de l'environnement. L'impact de ces politiques sur la dégradation des cadres de vie des pays tiers doit être pris en compte.

⁸ Indice fondé par le Programme des Nations Unies pour le Développement qui mesure le développement humain sur base du PIB, du niveau

d'alphabétisation et de l'espérance de vie à la naissance.

⁹ UNHCR

Il nous semble important de repenser la vision des migrations de façon positive ; nous plaidons pour une migration libre, fidèle à la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, qui reconnaît le droit de quitter son pays, de décider de migrer. Rappelons que la grande majorité des migrants sont des migrants légaux : touristes, étudiants Erasmus, expatriés qu'on se garde bien d'appeler migrants. Tout comme le FORIM¹⁰, nous pensons que *« si les politiques de développement doivent servir un objectif en matière de migrations, c'est celui-ci de créer les conditions de ce choix. Tant qu'il n'y aura pas de possibilités de vie décente, tant que les guerres et les violations des droits humains prévaudront dans certains endroits de la planète et tant que des États seront fragiles, la migration restera une nécessité plutôt qu'une option »*.¹¹

Auteure :
Géraldine Duquenne

¹⁰ Forum des Organisations de Solidarité Internationale issues des Migrations

¹¹ http://www.forim.net/sites/default/files/MYTH1_francais_IndF.pdf